



NEWSLETTER N° 10  
JUILLET 2009

## SOMMAIRE

Edito

La Sécurité en  
Mission Humanitaire

République Centrafricaine,  
Soudan, Tchad :  
des frontières poreuses qui lient  
trois conflits en une crise  
humanitaire sans précédent.

Brèves

## Edito

Par Patrick Verbruggen - Co-directeur Triangle G H

**Les objectifs premiers d'une OSI sont d'apporter à une population civile une aide permettant de couvrir ses besoins fondamentaux, lorsque l'Etat dont elle dépend ne peut y faire face.**

C'est sur cette base que se sont développées les associations « sans frontières » à la fin des années 1970. Elles se situaient dans un contexte d'aide aux populations civiles, revendiquaient la nécessité de l'accès universel aux victimes, une totale indépendance envers tout pouvoir et tout contexte politique ou religieux, et s'appuyaient sur un financement en grande partie non institutionnel.

Au début des années 1990, les changements se sont accélérés, chaque nouvelle crise d'envergure donnant lieu à d'importantes innovations d'ordre pratique et éthique. Paradoxalement, c'est au Soudan en 1989 qu'un gouvernement a pour la première fois autorisé l'acheminement de l'aide dans une région tenue par les rebelles, le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS). Les deux parties ont accepté de ne pas faire obstacle aux efforts menés par un consortium composé d'une quarantaine d'organisations non gouvernementales et d'agences onusiennes qui, dans le cadre de l'Opération " ligne de vie pour le Soudan " ou " *Lifeline Soudan* ", tentaient de venir en aide à des populations innocentes. Des dizaines de milliers de vies ont été sauvées, alors même que la situation semblait désespérée.

En 1990, au Kurdistan irakien, les forces de la coalition ont défini une « zone protégée » au sein d'un pays souverain pour protéger les populations kurdes. Certains gouvernements ont depuis lors qualifié leur présence militaire en Irak et en Afghanistan d'« essentiellement humanitaire », avec pour conséquence une confusion entre le rôle et les objectifs des acteurs politiques et militaires d'une part, et des acteurs humanitaires d'autre part, qui pose de graves problèmes en termes de perception de la neutralité de l'aide humanitaire.

Les événements dramatiques survenus ces dernières années, tels que le bombardement du camp de casques bleus à Bagdad en août 2003, le meurtre de 17 employés d'une ONG française (l'Action contre la faim) au Sri Lanka en 2006, ou les prises d'otage de travailleurs humanitaires en Somalie ou au Soudan récemment ont amené une nouvelle réflexion des OSI sur la sécurité des expatriés. Il a toujours été dangereux de mener des activités humanitaires dans des zones de conflit armé ou de violence interne. À tout moment de la journée, les travailleurs humanitaires sont appelés à se rendre dans des zones qui ont été le théâtre de combats, ou à traverser des lignes de front entre parties opposées. Ils rencontrent les porteurs d'armes les plus divers, des militaires à la police, des forces paramilitaires aux rebelles, des enfants soldats aux mercenaires. Ils doivent également faire face à des actes de violence indépendants des conflits (agressions sexuelles, vol à main armée, harcèlement...) alors même qu'ils cherchent à venir en aide aux populations dans le besoin.

Cependant, si l'insécurité est souvent liée à des circonstances sur lesquelles les ONG n'ont aucune prise, l'apprentissage d'un comportement adapté à différentes éventualités peut en minimiser les conséquences.

Il nous est donc apparu impératif de mettre en place les bases d'un cadre institutionnel clairement défini et évolutif, alimenté par l'expérience accumulée sur le terrain, qui permettra aux travailleurs humanitaires d'éviter certains écueils pouvant conduire à des situations périlleuses.

La cohérence des projets développés, soutenue par des pratiques adaptées des acteurs de terrain et de leur capacité à communiquer avec les bénéficiaires sont autant de facteurs essentiels à une bonne gestion des conditions de sécurité.

**« Ce qui est inacceptable et vraiment consternant, c'est que ces jeunes hommes et ces jeunes femmes qui se rendent dans ces régions pour venir en aide deviennent eux-mêmes des cibles. Ils ne sont en guerre avec personne. Ils sont là parce qu'ils veulent aider, ils sont là parce qu'ils éprouvent de la compassion, ils sont là parce qu'ils comprennent la condition humaine et qu'ils veulent faire tout en leur possible pour aider. Il est impardonnable que ces êtres humains soient pris en cible par des rebelles ou par des forces gouvernementales qui sont en guerre les uns contre les autres. »**

Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies.



NEWSLETTER N° 10  
JUILLET 2009

## SOMMAIRE

Édito

La Sécurité en  
Mission Humanitaire

République Centrafricaine,  
Soudan, Tchad :  
des frontières poreuses qui lient  
trois conflits en une crise  
humanitaire sans précédent.

Brèves

## La Sécurité en Mission Humanitaire

Par Matthieu Lacourt - Consultant Sécurité

**Avant d'aborder la question de la gestion de la sécurité sur les terrains humanitaires, il convient de donner une définition du mot « sécurité » et d'en délimiter le champ d'application. Qu'entend-on par « sécurité » ?**

Dans la vie de tous les jours, ce terme inspire un sentiment rassurant de maîtrise de son environnement et des éléments extérieurs y évoluant. Se « sentir en sécurité » suppose que l'on ait une pleine connaissance de son environnement et des gens qui nous entourent. Il paraîtrait bien étrange, ou pour le moins présomptueux, de dire par exemple : « je me sens en sécurité dans cette ville où je viens de m'établir et où je ne connais personne ».

**Découvrir, appréhender, se familiariser, sont autant d'étapes successives qui rythment la vie du travailleur humanitaire et lui permettent de s'acclimater progressivement à un environnement qui lui est étranger.**

Un temps d'acclimatation, d'adaptation est toujours nécessaire afin d'avoir suffisamment de cartes en main pour développer des habitudes, des réflexes, et se sentir « chez soi ».

Dans l'exemple cité, ce temps serait employé à appréhender son quartier pour discerner les rues hospitalières des ruelles à « éviter », à connaître ses voisins, leurs susceptibilités et leur (bonnes ou mauvaises) humeurs, à apprendre à connaître ses collègues de bureau, son responsable hiérarchique et ses subordonnés et leurs sautes d'humeur, qualités et défauts...

Découvrir, appréhender, se familiariser, sont autant d'étapes successives qui rythment la vie du travailleur humanitaire et lui permettent de s'acclimater progressivement à un environnement qui lui est étranger, dans une partie du monde qu'il lui était, quelques semaines auparavant, quasiment impossible de situer sur une carte.

### Le choc des cultures

Le spectre des contextes et des menaces existantes sur les terrains humanitaires est vaste et très hétéroclite. Conflit armé, terrain miné, accident de la route, effraction, vol, attaque à main armée sont autant de menaces pesant sur les humanitaires qui, rappelons-le au passage, sont bien souvent issus d'un environnement d'un tout autre genre.

Imaginez un jeune homme de 24 ans ayant grandi en France dans un environnement que nous qualifierions d'occidental, avec tout ce que cela implique de confort et de qualité de vie, se retrouvant du jour au lendemain « parachuté » pour sa première mission dans un camp de déplacés du Darfour et devant composer avec des populations ayant tout perdu, des chefs de bandes armées protégeant leurs intérêts, des représentants du gouvernement plus ou moins engagés dans la cause humanitaire, des cheikhs, des chefs coutumiers... le tout dans une langue intermédiaire, bien souvent l'anglais, qui n'est maîtrisée que partiellement par lui et ses interlocuteurs. Le challenge se révèle bien vite être de taille ! Et il est pourtant relevé chaque jour par des milliers d'humanitaires déployés de par le monde sur les urgences ponctuelles ou chroniques, ainsi que sur les terrains dits de « développement ».



Enfants du camp de réfugiés de Bindizi (Darfour). Photo Didier Dematons



Camp de Réfugiés de Ryad – El Geneina (Darfour). Photo Cédric Breda/Rebelles soudanais du JEM (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) – photo UNAMID (UN)



### Gérer le décalage

La gestion de la sécurité ne peut être abordée convenablement sans une constance d'humilité et de respect. La nécessité de prendre ses marques est essentielle, voire vitale. Les conseils donnés aux futurs travailleurs humanitaires sur le départ sont d'une évidence déconcertante :

- **Ne pas arriver en « terrain conquis »**, mais se laisser le temps de s'imprégner de l'ambiance. Avoir lu un livre sur le Sri Lanka ou détenir un Master en histoire ne permet pas de maîtriser tous les tenants et aboutissants de la cause tamoule. Penser que l'on **sait** avant même d'avoir atterri à Colombo est au contraire le meilleur moyen de débiter avec un parti pris strictement incompatible avec le principe d'impartialité inhérent au métier d'humanitaire.
- **Respecter les us et coutumes locaux**, qu'ils soient religieux, culturels ou autres, et qu'ils rencontrent ou non notre accord. Il est crucial de toujours garder à l'esprit que nous sommes venus volontairement dans un pays afin d'aider une population victime, et que nous sommes « chez eux ».
- **Tâcher de se fondre dans la population** en adoptant un profil bas, conscients que les regards seront, quoiqu'il en soit, portés sur nous et que l'assimilation humanitaire – occident n'est pas toujours en notre faveur.

#### L'impact du comportement des expatriés sur la sécurité

L'erreur trop souvent commise dans la gestion de la sécurité est de croire qu'elle n'est liée qu'à des éléments extérieurs à l'ONG (contexte, parties au conflit, gouvernement...), comme si l'ONG n'avait aucune influence, aucune interaction avec ces éléments extérieurs.

Dans la gestion de la sécurité au quotidien, il convient donc de différencier **la sûreté** (ensemble des règles et pratiques mises en œuvre pour permettre de limiter les accidents dont la cause est « interne » à l'ONG) et **la sécurité** (ensemble des règles et mesures prises pour permettre de limiter les accidents dont la cause est « externe » à l'ONG). Prenons quelques exemples afin de clarifier cette nuance :

- un accident de voiture au cours duquel le passager traverse le pare-brise car vous roulez trop vite et que le passager n'avait pas sa ceinture vous est directement imputable. Vous êtes donc la cause d'un accident qui aurait vraisemblablement pu être évité avec une vitesse adaptée et le port d'une ceinture de sécurité.
- l'une de vos équipes travaille sur un camp de déplacés quand soudain des avions gouvernementaux surgissent et bombardent ce camp abritant soi-disant des rebelles bien que n'hébergeant objectivement que des femmes et des enfants. Vous n'étiez pas ciblés directement, vous n'auriez pas pu anticiper un tel événement ni même tenter de l'empêcher par un quelconque moyen. Il s'agit alors bel et bien d'un événement totalement déconnecté de votre action humanitaire et pour lequel vous êtes donc victime de l'environnement dans lequel vous évoluez.

**L'erreur trop souvent commise dans la gestion de la sécurité est de croire qu'elle n'est liée qu'à des éléments extérieurs à l'ONG (contexte, parties au conflit, gouvernement...)**

#### Concrètement, ce qui est mis en œuvre sur les missions humanitaires

Une fois la période d'acclimatation passée, il s'agit d'être proactif et alerte sur les évolutions du contexte, les mouvements de groupes armés, les règles de comportement, etc., afin de ne pas tomber dans une phase dangereuse, considérée comme la principale ennemie de la gestion de la sécurité, nommée **la Routine**.

Une vigilance particulière sur un certain nombre de règles doit donc être encouragée :

- **Le suivi du contexte** : l'appréhension et la compréhension d'un contexte ne sont efficaces et utiles que lorsque l'on s'applique à suivre au quotidien son évolution. Des réunions entre les ONG, les agences des Nations Unies et autres permettent de partager des informations provenant des réseaux de chacun, de repérer des signes avant-coureurs de reprise de conflit, etc.
- **La sensibilisation du personnel** : la réaction à un incident peut et doit être anticipée, et les équipes sensibilisées aux bonnes pratiques dans toutes les circonstances. Elles doivent par exemple connaître le comportement à adopter face à un barrage improvisé par des enfants soldats sous l'effet de drogues, ou lors d'une effraction nocturne sur un lieu de vie. Une préparation à de telles éventualités s'avère d'un grand secours lorsque l'on se retrouve devant le fait accompli. Le maître mot est bien évidemment la survie à tout prix, qu'il s'agisse de donner les clés de son véhicule ou même du coffre-fort. Le matériel ne vaut pas une vie.
- **Les règles liées aux déplacements** : les accidents de véhicules étant la première cause de mortalité des expatriés en mission, ces règles doivent être scrupuleusement respectées. Porter la ceinture de sécurité, respecter les limitations de vitesse, respecter le couvre-feu, toujours se déplacer en convoi de 2 véhicules minimum, sont autant de règles qui rythment le quotidien des travailleurs humanitaires.
- **Les règles liées à la protection des bâtiments** : la présence et la formation de gardiens de jour comme de nuit assurant le contrôle des entrées et sorties de la maison, du bureau et des stocks de matériels destinés aux populations bénéficiaires, l'éclairage des abords des locaux dans les pays où le risque d'effraction nocturne est élevé, la présence de mesures de protection comme les fils barbelés surplombant des murs rehaussés, la pertinence de disposer d'une salle dite d'enclavement, aménagée pour accueillir les travailleurs humanitaires pendant 3-4 jours en autarcie (eau, nourriture, moyen de communication, etc.) doivent également être envisagés.
- **Les règles liées à la gestion de l'argent** : les procédures d'approvisionnement des bases en argent, la nécessité d'avoir un coffre-fort, les règles concernant le paiement des salaires (règlement par chèque plutôt qu'en liquide afin d'éviter un stockage d'argent pouvant attirer les convoitises).
- **Les procédures liées à la santé** : souvent sous-estimée, la nécessité d'« imposer » des vacances aux humanitaires travaillant bien souvent une douzaine d'heures par jour, 6 voire 7 jours sur 7 doit être prise en compte. Les conditions climatiques parfois extrêmes, les conditions d'hygiène minimum et les maladies tropicales qui en découlent, telles que le paludisme, affaiblissent les organismes, et représentent également une mise en danger des personnels.



[Piste entre Um Dukhum et Bindizi \(Darfour\). Photo Didier Dematons / Vols UNHAS\\* pour les déplacements des Humanitaires au Darfour. Photo Cédric Breda](#)

**La principale ennemie de la gestion de la sécurité, la Routine.**

#### Conclusion

L'action humanitaire est déployée dans des pays qui sont pour la plupart bien différents de ce que nous connaissons culturellement parlant, avec des schémas de pensée, des us et coutumes qui ne nous sont pas familiers. L'accessibilité aux populations bénéficiaires et la pertinence des projets que nous développons passent par la compréhension et le respect de ces différences.

La gestion de la sécurité pourrait finalement être définie par une série de règles, procédures et bonnes pratiques, regroupées sous la forme d'une sorte de « code de conduite » adapté à chaque pays, à chaque zone d'intervention en fonction de ses spécificités intrinsèques.

Ces règles, procédures et bonnes pratiques sont garantes d'une aide humanitaire qui sera délivrée aux populations bénéficiaires en fonction de leurs besoins, mais également en fonction de la réalité des terrains sur lesquels nous

Intervenons. Mieux vaut retarder une action à cause d'une menace potentielle identifiée plutôt que de mettre en danger nos équipes.

**Pour en savoir plus :** [http://humanitarianprotection.org/AID\\_WORKER\\_SAFETY/aid\\_worker\\_safety.html](http://humanitarianprotection.org/AID_WORKER_SAFETY/aid_worker_safety.html)

\* *United-Nation Humanitarian Air Service*

---

[Appels d'offres](#) / [Mentions légales](#) / [Webmaster](#) / [Contacts](#) / [Plan du Site](#) / [Crédits](#)







## République Centrafricaine, Soudan, Tchad : des frontières poreuses qui lient trois conflits en une crise humanitaire sans précédent.

Par Félicie Monneret - Chargée de programmes Triangle G H

NEWSLETTER N° 10  
JUILLET 2009

### SOMMAIRE

Édito

La Sécurité en  
Mission Humanitaire

République Centrafricaine,  
Soudan, Tchad :  
des frontières poreuses qui lient  
trois conflits en une crise  
humanitaire sans précédent.

Brèves

**Présentes respectivement depuis cinq et trois ans dans le Darfour et en République Centrafricaine, les équipes de Triangle vivent au cœur des conflits de l'est tchadien, du Darfour et de l'extrême nord-est de la RCA. Tant leurs origines, leur application, les moyens utilisés par les belligérants que les crises humanitaires qu'ils induisent traversent sinistrement les frontières de chacun des états concernés.**

Si la forme du conflit est nouvelle du point de vue des analystes<sup>1</sup>, la mise en perspective de leurs origines les rapproche indéniablement, même si les combats politiques qui les ont déclenchés sont à l'origine nationaux.

La création des empires coloniaux du début du vingtième siècle a fixé des frontières administratives qui ont engendré le découpage de territoires autrefois unis par l'exploitation des ressources naturelles et les échanges commerciaux entre les peuples qui vivaient dans le Darfour, l'est du Tchad et la Vakaga (nord-est de la RCA). Largement décrits par les historiens, ce phénomène a engendré des luttes de pouvoir fortement déstabilisantes pour les jeunes états à l'heure de l'indépendance (Soudan en 1956, Tchad et RCA en 1960) ; la participation ultérieure bien connue de la France et de la Lybie dans les affaires nationales a par ailleurs largement contribué à l'armement des putschistes, au Tchad comme en RCA, dans les décennies suivantes. Au Soudan, par son administration séparée du nord et du sud, la Grande-Bretagne, en confiant le pouvoir aux élites arabes du Nord, avait déjà semé les graines d'un conflit qui a germé quelques années plus tard, au début de l'exploitation pétrolière, et oppose encore aujourd'hui le Sud au Nord.



**les limites actuelles des trois pays ne sont qu'administratives tant elles sont poreuses et scindent des territoires à beaucoup d'égards unifiés**

La diplomatie régionale et les soutiens plus ou moins discrets des états tchadien, soudanais et centrafricain aux différents groupes rebelles et/ou politiques issus des pays voisins ont contribué à bien des égards aux secousses politiques de chacun des trois pays : on citera la FLORINAT<sup>2</sup> qui a provoqué le renversement de François Tombalbaye (premier président tchadien), le soutien avéré du gouvernement Soudanais aux rebelles tchadiens unis désormais au sein de l'UFR qui souhaite prendre le pouvoir à Idriss Déby (ethnie Zaghawa) ou encore les appuis logistiques du gouvernement tchadien aux rebelles soudanais du JEM<sup>3</sup> et du SLA<sup>4</sup> ainsi qu'au groupe militaire nouvellement actif du CPJP<sup>5</sup> dans le nord-est centrafricain. Enfin, on peut citer l'utilisation stratégique du nord du territoire centrafricain comme zone de préparation et de repli pour les rebelles sudistes du SPLA au cours des combats les opposant depuis 1983 à l'armée régulière soudanaise dans le Bahr el- Ghazal.



soudanais du JEM - photo UNAMID (UN)

Les trois régions qui nous concernent ici comportent de plus des caractéristiques socioéconomiques communes : peuplées d'une kyrielle d'ethnies historiquement transfrontalières, éloignées des centres administratifs et économiques de leurs états respectifs, elles abritent des populations de confession musulmane en très large

majorité, vivant des produits de l'agriculture et de l'élevage extensif (nomadisme très présent à l'instar des régions sahéennes). Le très faible niveau de développement du Darfour, de la Vakaga et de l'est Tchadien, s'ils ne sont pas pleinement comparables, ont porté, en sus des velléités de pouvoir de leurs leaders communautaires, les revendications politiques de leurs habitants qui se sont vite organisés en groupes politico-militaires contre les pouvoirs centraux qui les administrent. On ne peut pour autant analyser que de façon aventureuse un lien direct dans la temporalité de chacun des trois conflits (Darfour en 2003, Tchad en 2005, RCA en 2006).

Comme on l'a dit plus haut, les limites actuelles des trois pays ne sont qu'administratives tant elles sont poreuses et scindent des territoires à beaucoup d'égards unifiés. Les populations de la région vivent principalement autour des centres commerciaux de Nyala (Sud Darfour, Soudan) et Abéché (Ouaddaï, Tchad) et on retrouve des populations des mêmes ethnies dans le Darfour, le sud-est du Tchad et en Vakaga. Les nomades dont la survie tant socioéconomique qu'identitaire est liée à leur déplacement transhumant par ailleurs du sud vers le nord chaque année en début de saison des pluies, faisant fi des frontières administratives, en quête de pâturages fournis et fuyant les épidémies des zones australes trop humides. Enfin les migrations tchadiennes du début des années 80 vers le Darfour, fuyant la guerre civile et la sécheresse ont révélé la problématique conflictuelle de l'accès aux ressources naturelles de la zone.

Cette problématique préexistante aux conflits actuels est aujourd'hui pleinement exacerbée par l'instrumentalisation politique qu'elle attire facilement, offrant un raccourci analytique aisé et une raison simplifiée pour le poursuivre en attisant notamment les tensions entre éleveurs et agriculteurs dans le Darfour. L'accès aux ressources reste pour autant un enjeu central dans la région, la migration des Zaghawas éleveurs semi-nomades présents au Tchad et au Soudan en est l'illustration vivante. Ceux-ci ont du quitter leurs terres dans les années 70 vers le sud afin de trouver plus d'eau pour leur bétail et leur économie a partiellement muté vers le commerce de produits agricoles. Leur quête de territoire les a opposés à des peuples Fours et Birgids notamment, dont la revendication de leurs territoires perdus alors vient s'ajouter au conflit actuel du Darfour, notamment par l'instrumentalisation politique qui en est faite.

Si les causes de ce conflit régional sont polymorphes comme on l'a vu, la morphologie de son application est tout autant complexe. Les conflits diplomatiques régionaux liés aux enjeux économiques internationaux (pétrole du Sud Soudan et de l'est du Tchad exploité par des compagnies françaises, britanniques et chinoises notamment), les tensions interethniques, l'accès à l'eau, aux terres arables ou aux zones de pâturages sont autant d'éléments utilisés par l'une ou l'autre des parties afin de poursuivre ses propres intérêts dans un contexte de plus en plus opaque. Les années de conflit ont par ailleurs engendré, outre la complexification de ces derniers par la multiplication de groupes militaires et de leurs revendications à géométrie variable, une économie de guerre transfrontalière et l'existence de moyens humains et logistiques communs échangés tant entre armées régulières qu'entre groupes rebelles ; ces derniers sont souvent constitués de mercenaires dont le seul objectif économique est satisfait par les pillages de villages et de camps de déplacés qui leurs sont « commandés ». Les armées régulières, tout comme les groupes rebelles, défendent des territoires séparés bien souvent par des « zones grises », contrôlées apparemment par aucune force mais occupées de façon non-permanente par ceux qui voudront s'y installer temporairement. Bien souvent les civils ont fui ces zones qui ont été le lieu d'affrontements, laissant place soit à des paysans bien armés qui viennent y cultiver la terre ou juste en récolter ses fruits, soit à des nomades qui profitent de grandes zones de pâturages vides de population, soit enfin à des groupes de bandits / mercenaires qui s'y cachent, y montent un camp, préparant leurs troupes à de futures attaques. Les lignes de front sont ainsi inexistantes ou du moins très mouvantes et les attaques extrêmement difficiles à prévoir tant les groupes sont multiples et leurs objectifs liés à des logiques de court terme.

Alors que la désignation d'un grand vainqueur régional aujourd'hui serait absurde, les populations civiles de la zone sont les perdants évidents du conflit, au regard de leur précarisation continue et des mutations sociales qu'elles subissent.

**Au-delà, c'est aussi la dignité de ces personnes qui est entachée par l'absence totale d'intimité d'un camp de fortune, les exactions dont certains ont été victimes et qu'ils ne peuvent raconter, l'incapacité de chacun à aider ses proches, l'incapacité des parents à nourrir leurs enfants...**

Arrachées à leurs terres et à leurs modes de vie traditionnels, séparées par la violence des déplacements forcés par la terreur que représente chaque attaque de village, les familles de la région sont aujourd'hui contraintes à la simple survie, dans des camps de déplacés ou de réfugiés, cachées sous des arbres dans la brousse pour tenter de ne pas s'éloigner de leurs champs ou logées chez un tiers dans les plus grandes villes. Sans la moindre ressource, des familles s'installent par centaines, par milliers sous des arbres ou à proximité d'un point d'eau bien souvent insalubre et insuffisant, souvent après plusieurs jours de marche qui ont contribué à détériorer l'état de santé des plus faibles (personnes âgées, enfants, femmes enceintes). Au-delà, c'est aussi la dignité de ces personnes qui est entachée par l'absence totale d'intimité d'un camp de fortune, les exactions dont certains ont été victimes et qu'ils ne peuvent raconter, l'incapacité de chacun à aider ses proches, l'incapacité des parents à nourrir leurs enfants...



*Enfants dans le camp de réfugiés d'Um Dukhum. Photo par Didier Dematon*

La forte densité de certains lieux de refuge crée des risques sanitaires importants liés directement au dénuement total dans lequel ces personnes s'installent, le manque d'eau salubre et la fragilité de l'état de santé de chacun augmentent ceux-ci souvent dangereusement. Depuis le début du conflit la communauté internationale et les organisations de solidarité nationales s'efforcent de subvenir aux besoins dits « primaires » de ces populations (boire, manger, s'abriter). Mais l'opacité du conflit autant que les mouvements rapides et permanents de population cherchant des zones moins insécurisées rendent cette tâche de plus en plus complexe.

Il est aujourd'hui extrêmement difficile pour les organisations humanitaires d'investir « l'espace humanitaire » qui s'amenuise. Celui-ci se détermine par trois facteurs : l'existence de besoins humanitaires (sans précédents dans la région, par son ampleur comme son acuité), la sécurité des intervenants comme des bénéficiaires dans la mise en œuvre de l'action et les moyens disponibles (humains, logistiques et financiers). Si l'application de cette guerre est violente et opaque, l'utilisation déclarée des moyens logistiques des organisations humanitaires par les groupes armés de tout bord est établie. Le phénomène de banditisme lourdement militarisé endogène au conflit s'est accéléré au cours des deux dernières années. Il offre un cadre idéal pour masquer des actions politiques de tout ordre ; creuset idéal donc pour fonder l'alliage obscur, dangereux et imprévisible du banditisme et du mercenariat. A titre d'exemple, plus de 300 véhicules ont été volés dans le Darfour en 2008 aux ONG et forces internationales de



maintien de la paix (UNAMID). Au mois de mai et juin 2009 en Vakaga un nouveau groupe armé mono-ethnique a ainsi effectué trois *car-jackings* avec le soutien de mercenaires tchadiens ; la ville de Birao (Préfecture de la Vakaga) a ensuite été attaquée deux fois en quinze jours grâce au soutien de mercenaires, soudanais cette-fois. Cette pratique nouvelle en RCA augure hélas une dégradation de la situation humanitaire et du contexte d'intervention pour les humanitaires. Revendus ou utilisés localement, les véhicules volés servent au transport de troupes et sont équipés de trépièdes soutenant mitrailleuses ou mortiers par les groupes armés. Ces « vols » ont lieu sur les routes menant aux lieux de regroupements de population ou directement dans les bureaux des ONG, de jour comme de nuit. Ils sont assortis de violence systématique où les travailleurs humanitaires sont menacés directement : certains de nos collègues ont été ainsi enlevés plusieurs jours, frappés violemment, violés ou tués par leurs assaillants.



*soudanais du JEM - photo UNAMID (UN)*

**Le phénomène de banditisme lourdement militaire endogène au conflit s'est accéléré au cours des deux dernières années. (...) plus de 300 véhicules ont été volés dans le Darfour en 2008 aux ONG et forces internationales de maintien de la paix**

C'est ainsi que l'espace humanitaire se réduit de jour en jour dans le Darfour, en Vakaga, ou au Tchad ; non pas que les besoins diminuent, bien au contraire, non pas que les moyens nous manquent non plus, mais les risques sécuritaires augmentent de jour en jour. L'accès aux populations diminue drastiquement jusqu'à devenir impossible dans certaines zones alors que les civils continuent d'être la cible d'attaques violentes et répétées. Eux-mêmes se retrouvent parfois encerclés par des dangers multiples et ne peuvent souvent sortir d'une zone où ils sont sous le joug d'assaillants, sans accès à leurs terres, privés d'eau de qualité et en quantité suffisante, sans que leur marché ne puisse être approvisionné par l'extérieur tant les routes sont insécurisées. La crise continue alors, prend de l'ampleur malgré les moyens d'intervention disponibles et « les humanitaires » sont réduits à guetter des fenêtres d'intervention un peu plus favorables pour agir auprès de populations qui ne peuvent qu'attendre, ou prendre la route vers des camps éloignés dont l'accès est incertain.

La stabilisation sécuritaire des zones par les forces multinationales de maintien de la paix (UNAMID au Soudan, MINURCAT au Tchad et en RCA) n'est par ailleurs pas effective du fait de mandats parfois trop restrictifs, de l'inaccessibilité de sous-régions entières en saison des pluies, ou à cause de pistes en très mauvais état, etc. Les multiples cessez-le-feu signés au cours des dernières années dans chacun des pays n'ont pas duré, et les perspectives actuelles de résolution politique sont bien maigres. A long terme par ailleurs ces conflits auront des conséquences lourdes: explosion des espaces urbains (350 000 déplacés à Nyala, 200 000 à El Fasher et à Abéché, etc.) dont les nouveaux « habitants » ne bénéficient aujourd'hui d'aucune capacité d'intégration sociale ou économique, perte des savoir-faire agricoles pour les jeunes, mutation de modes de vies nomades vers le pastoralisme, tensions ethniques persistantes probablement au cours de plusieurs générations, etc.

**L'accès aux populations diminue drastiquement jusqu'à devenir impossible dans certaines zones alors que les civils continuent d'être la cible d'attaques violentes et répétées**

Tout autant que les populations civiles ont aujourd'hui perdu l'emprise sur leur destin, les acteurs humanitaires sont contraints à réagir aux urgences des populations auxquelles ils ont accès. En Vakaga une crise alimentaire se prépare, et la saison des pluies 2009 sera probablement marquée par un accès aux champs très faible. De nombreux déplacés dans l'est du Tchad ne peuvent accéder à l'aide humanitaire du fait de l'insécurité, et au Darfour de nombreux camps et villages isolés sont aujourd'hui hors d'atteinte du dispositif humanitaire.



*Camp de réfugiés de Um Dukhum. Photo par Didier Dematons*

Si l'avenir est hautement incertain dans cette région il est de la responsabilité des acteurs humanitaires de continuer à combler l'espace, de maintenir l'aide aux populations civiles affectées par les conflits armés qui les entourent et les ciblent, en misant sur la capacité des peuples à trouver des réponses aux conflits qui les frappent et en espérant que la dégradation des conditions de sécurité ne rendra pas l'action impossible.

<sup>1</sup> La lecture de « The Tormented Triangle : the regionalisation of conflict in Sudan, Chad and the Central African Republic », J. Giroux, D. Lanz, D. Sguaitamatti, Avril 09 apporte des éléments d'analyse à ce sujet et a été la source de plusieurs éléments historique de cet article. Disponible en ligne sur: [www.crisisstates.com](http://www.crisisstates.com)

<sup>2</sup> Front de Libération Nationale du Tchad

<sup>3</sup> Mouvement pour la Justice et l'Égalité mené par Khalil Ibrahim

<sup>4</sup> Armée de Libération Soudanaise

<sup>5</sup> Convention pour la Justice et la Paix



NEWSLETTER N° 10  
JUILLET 2009

## SOMMAIRE

Edito

La Sécurité en  
Mission Humanitaire

République Centrafricaine,  
Soudan, Tchad :  
des frontières poreuses qui lient  
trois conflits en une crise  
humanitaire sans précédent.

Brèves

## Brèves

### 1/ Brocantes - Vide-Greniers Triangle G H – 2009

Comme chaque année, Triangle Génération Humanitaire a organisé deux brocantes à Lyon, dans le but de mieux se faire connaître auprès de la population lyonnaise et de récolter des fonds pour ses actions à l'international. L'intégralité des bénéfices réalisés lors de ces manifestations vient renforcer les ressources de l'association et contribue à la poursuite et au développement de nos actions de solidarité internationale.

Il s'agissait de la quinzième édition à Vaise (les 30 et 31 mai 2009, Place Ferber, Place du Marché et Esplanade des Tanneurs) et de la 7ème édition à la Croix-Rousse (le 6 juin 2009, Place et Boulevard de la Croix Rousse). Cette dernière a pris de l'importance et commence à être très connue et appréciée des croix-roussiens. Les deux brocantes ont attiré cette année près de 1 200 exposants et plusieurs milliers de visiteurs.

Les équipes de bénévoles sont composées de stagiaires de Bioforce, de la Plateforme de l'insertion par l'humanitaire de Romans (PIHC) et de salariés et adhérents de Triangle G H. Elles sont sur place nuit et jour pour accueillir les brocanteurs et veiller au bon déroulement de la manifestation.

Triangle GH vous donne rendez vous l'année prochaine pour une 16ème édition à Vaise et une 8ème à Croix-Rousse !



*Brocante de la Croix-Rousse, 6 juin 2009. Photo par Didier Dematons.*

### 2/ Assises de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée (19 & 20 juin 2009)

« Le monde nous inspire », Lyon 19-20 Juin 2009

Dans le cadre des Assises de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée en Rhône-Alpes, Triangle G H a présenté son projet de développement rural intégré dans la province de Khammouane au Laos, cofinancé par la Région Rhône-Alpes. Les contributions de Triangle et de 3 autres intervenants (en Afrique de l'Ouest, au Nicaragua et en Rhône-Alpes) ont ouvert un débat avec un public de spécialistes de la coopération autour du thème « De l'autosuffisance à la souveraineté alimentaire : quelle signification ? Nourrir une population, une question technique ? » Remise en cause des méthodes d'intervention, bilan et analyse des programmes en cours, tels ont été les objectifs de ces assises permettant à chacun de partager ses expériences.



Site : <http://www.rhonealpes.fr/402-assises-de-la-solidarite-internationale.htm>